

"Vie quotidienne avec les immigrés"

La France est terre d'immigration et des droits de l'homme. Certains concitoyens accueillent et aident toutes personnes étrangères (réfugiés, demandeurs d'asile...), d'autres les refusent, les accusant de tous les maux qui nous affectent. Pourquoi l'étranger devrait-il être bouc émissaire ? Considérons-nous qu'il y aurait de bons immigrés et de mauvais dont il faudrait se méfier ?

L'intitulé portait sur la vie quotidienne avec les immigrés. Ce n'était pas dit explicitement mais cela sous entendait la vie au quotidien dans les quartiers difficiles. Avec par exemple ce type de réflexion : « les immigrés, on leur donne tout alors que nous on a rien ». Une caricature certes mais un ressenti pour de trop nombreux citoyens de ces quartiers et des villages autour des grosses agglomérations.

Pourtant, on ne leur fait pas de « cadeaux » quand ils arrivent sur le territoire français. Plus de 90% seraient déboutés de leur demande d'asile. Ils deviennent alors des clandestins lorsqu'ils ne sont pas reconduits à la frontière. Clandestins dans un quartier et dans le travail. D'autant qu'il n'est plus possible d'immigrer pour venir travailler en France. Il n'y a que la demande d'asile liée à des conditions politiques dans le pays d'origine.

Une fois accueillis, ces immigrés doivent pouvoir vivre. Et c'est là que l'accompagnement manque. Apprentissage du français y compris écrit pour rendre possible l'intégration, formation professionnelle, accompagnement pour l'occupation d'un logement et vivre dans un quartier, ... L'accès à l'emploi reste difficile y compris pour des migrants qui étaient diplômés dans leur pays. Heureusement, il y a les entreprises d'insertion et de nombreuses associations.

La mixité sociale qui existait dans les quartiers aujourd'hui difficiles a quasiment disparu. De plus aujourd'hui les cultures d'origine des migrants sont différentes. Auparavant, l'immigration était essentiellement européenne. Pour autant, ce n'est pas parce que ces personnes vivent dans des conditions difficiles qu'elles sont difficiles.

Les préjugés doivent être contredits. L'immigration maghrébine, en particulier, a été mal gérée et nous en payons les conséquences aujourd'hui : l'exclusion s'oppose à l'intégration et favorise les replis identitaires.

Les migrants qui arrivent aujourd'hui ne sont pas les plus pauvres chez eux (*il faut payer le passeur*). Ils avaient une formation, un niveau de vie équivalent à nos classes moyennes.

Pour assurer l'intégration, il faut du temps et des moyens tant financiers qu'humains.

Quelle est, quelle devrait être le rôle de la CFDT ? Doit-elle intervenir et si oui doit-elle intervenir seule ? Dans le Pacte du Pouvoir de Vivre, on peut trouver sous le titre « Accueillir dignement les migrants dans le respect des droits fondamentaux », les propositions 23 et 24 :

23 : Construire et garantir un régime du droit d'asile européen dans le respect de la convention de Genève.

24 : Promouvoir une politique d'intégration bienveillante qui s'inscrit dans notre devoir d'hospitalité. De nombreux articles sont parus dans la presse CFDT sur différents aspects de la vie des migrants dans et hors l'entreprise.

Il est nécessaire de clarifier nos positions en les confrontant avec celles d'autres associations, en particulier celles qui partagent nos valeurs et nos formes d'action. Beaucoup d'organisations ignorent, parfois volontairement, la CFDT ou ne savent pas la joindre. C'est à la CFDT interprofessionnelle de prendre en charge les questions liées à l'immigration.

On a perdu de vue une revendication politique : le droit de vote des immigrés.